

le pouvoir aux travailleurs

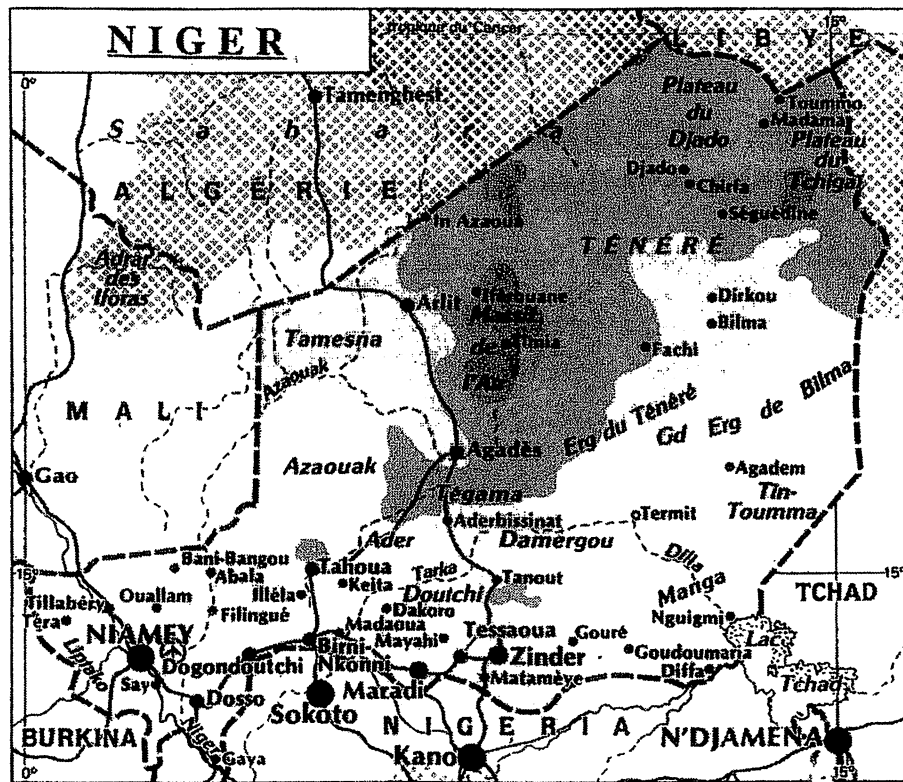
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 30 MARS 2005

N° 316 PRIX 0,60 Euros



COLÈRE ET MARCHÉ

DE PROTESTATION CONTRE LA VIE CHÈRE

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Page 2
Editorial

Page 3
Côte d'Ivoire
- vers la reprise des
hostilités ?
- troupes impérialis-
tes hors de Côte
d'Ivoire ! (p. 4)
- la xénophobie et
l'ethnisme rendent
fous !

Page 7
Mali : la hausse des
prix va rendre la vie
plus dure aux ...

Page 8
Sénégal : grève des
enseignants

page 10
Mort suspecte d'un
travailleur malien

ABONNEMENT
FRANCE:

1 an : 14 euros
Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-poste
courants.

ETRANGER :

Même tarif mais
uniquement en
coupons-réponses
internationaux.

ADRESSE :

Le PAT B.P. 42
92114 CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

N I G E R

**COLÈRE ET MARCHÉ DE
PROTESTATION CONTRE LA VIE CHÈRE**

Le 15 mars dernier, plusieurs milliers de personnes ont manifesté dans les rues de Niamey, capitale du Niger, pour protester contre la flambée des prix des produits de première nécessité. Cette manifestation a été lancée par des associations de consommateurs auxquelles s'étaient joints des syndicats pour demander l'abrogation d'une nouvelle loi instaurant une taxe (TVA) de 19% sur les produits de consommation courante comme l'eau, l'électricité, le mil, le riz, le sucre, le pain, la farine, le thé, le café, l'huile, etc.

Si des milliers de personnes ont osé montré au grand jour leur mécontentement face à un régime qui n'a pas l'habitude de tolérer la contestation de la rue, c'est que la colère est vraiment réelle contre cette augmentation brutale du coût de la vie. En effet, du jour au lendemain tout est devenu cher pour la grande majorité des gens de ce pays qui fait partie des plus pauvres de la planète. Rappelons tout de même que l'Etat nigérien avait réduit le salaire des fonctionnaires de 10 à 30% en 1998 et que depuis cette date il n'a pas été révisé. Rappelons aussi que ce pays a été victime de l'invasion des criquets l'année dernière et qu'à ce fléau s'est ajouté un faible taux de pluviométrie qui ont déjà eu comme conséquence des pénuries alimentaires. Dans ces conditions cette nouvelle TVA ne pouvait être interprétée que comme une provocation. La plupart des commerçants en ont profité pour augmenter les prix d'autres marchandises qui n'étaient pas spécialement concernées par la TVA. La vie est devenue tellement chère que même ceux qui ont la chance d'avoir du travail et un revenu régulier ne peuvent plus joindre les deux bouts. Par exemple, le prix du sac de mil, l'aliment de base de la population, atteint les 22.000 F Cfa. Un sac tient à peine deux semaines pour une famille moyenne. Le sac de riz qui se vendait à 12 500 F Cfa est passé à 17 500 F Cfa. Quand on sait que beaucoup de travailleurs ne

touchent même pas le salaire officiel minimum qui est de 30.000 F Cfa, on peut imaginer la détresse de centaines de milliers de familles à travers le pays.

Visiblement les autorités ont été surprises par l'ampleur du mécontentement. Elles ne s'attendaient pas au succès de la manifestation. La répression ne s'est pas faite attendre. Plusieurs dizaines de personnes ont été arrêtées, parmi lesquelles des dirigeants de la "Coalition contre la vie chère". Mais cela ne semble pas avoir démoralisé ceux qui veulent contraindre le gouvernement à revenir en arrière sur la TVA. Une autre manifestation a été annoncée pour le 22 mars mais elle a été interdite. Du coup elle s'est transformée en "journée ville morte". Zinder, la deuxième ville du

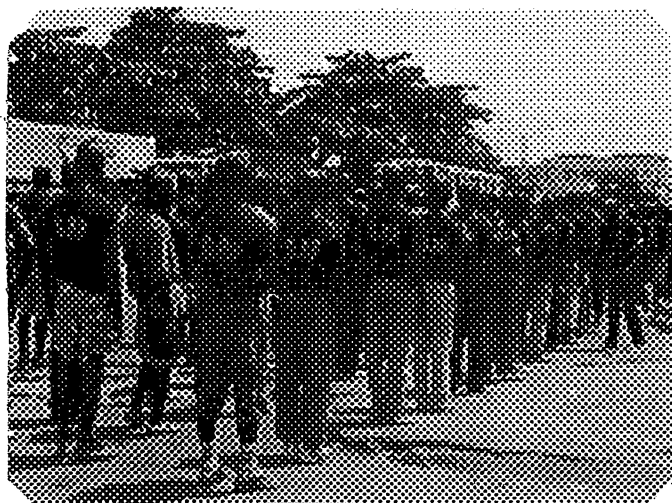
Niger a été également touchée. Une autre manifestation est prévue pour le 5 avril.

Le gouvernement ne veut pas que la population prenne l'habitude de descendre dans la rue pour contester ses décisions. Alors il menace et emprisonne à tour de bras. Ce qui est sûr, c'est que lorsque la population est vraiment en colère, elle est capable de renverser n'importe quel dictateur. On se souvient comment dans le pays voisin, au Mali, la dictature de Moussa Traoré fut balayée en 1991 à la suite d'un mécontentement populaire qui éclata au grand jour. La terreur de la répression, les menaces d'emprisonnement, l'autorité des galonnés ne faisaient plus peur à la population. Lorsque la colère sera à ce niveau-là au Niger, les jours du régime de Mamadou Tandja seront comptés.

CÔTE D'IVOIRE

VERS LA REPRISE DES HOSTILITÉS ?

La situation de crise dure qui depuis plus de 2 ans exaspère un



Séance d'entraînement des miliciens pro-gouvernementaux

nombre de plus en plus grand de personnes. La situation économique, qui n'était déjà pas reluisante avant la crise a considérablement

empirée. Et comme toujours ce sont les classes laborieuses qui payent la facture. Vouloir donc que la situation de crise, qui a déjà trop duré, prenne fin est un sentiment légitime. Mais la réunification du pays, à quel prix et comment ?

Dans le sud, le sentiment le plus partagé pour la réunification du pays, surtout parmi les partisans et sympathisants du régime au pouvoir, est l'option militaire. Le régime d'Abidjan contrôlant l'essentiel des richesses du pays, a accru son armement. Il compte pouvoir vaincre facilement les bandes armées qui contrôlent tout le nord du pays. Cela est fort probable, car ceux qui ont plus de moyens finissent en général par écraser ceux qui en ont peu ou pas du tout. Mais est-ce que battre militairement les actuels occupants du nord résoudrait le problème de la réunification du pays ? Est-ce que

les problèmes qui ont fait que les "Forces nouvelles" ont pu avoir une assise dans le nord du pays ne demeurent toujours pas ? Les tracasseries policières, l'exclusion, la xénophobie, etc. dont sont victimes les ressortissants du nord se sont aggravées avec la crise!

Si le Nord doit être rattaché au Sud, ça ne peut pas être par la force militaire. Une victoire militaire sur le Nord ne rattacherait pas pour autant les deux morceaux. La victoire militaire des USA sur l'Irak ou celle de la Russie sur la Tchétchénie nous montre bien que ces victoires-là seules ne suffisent pas à donner l'unité et la stabilité. Au contraire ce sont les populations pauvres qui font les frais de telles victoires. Résoudre les problèmes qui ont fait que les ressortissants du Nord ont prêté une oreille favorable aux "Forces nouvelles" favoriserait leur rapprochement avec ceux du Sud. Car la situation actuelle n'est pas viable non plus pour le Nord.

C'est aussi une erreur, de croire que les "Forces nouvelles" feraient mieux pour les ressortissants du Nord. Les populations pauvres n'ont rien à espérer de ces gens sinon le pire. L'expérience de deux ans, que le Nord vient de faire

avec ces soi-disant défenseurs des gens du Nord, a montré clairement que ces personnes sont préoccupées par leur enrichissement personnel plus qu'autre chose. Aujourd'hui Soro compte autant de charniers que Gbagbo qu'il combat comme étant dictateur. Le combat des Soro et autres n'est pas un combat pour les pauvres. Ils se battent pour leur propre compte. Il veulent participer au pillage du pays aux côtés des Gbagbo et autres. C'est le pouvoir qui les divise. S'ils pouvaient trouver une formule pour diriger ensemble, depuis longtemps ils l'auraient adoptée. Le gouvernement de réconciliation n'est qu'un essai. Chacun trouve que la mangeoire n'est pas assez garnie pour tolérer l'autre. Et dans cette lutte qui les oppose, c'est aux populations qu'il font toujours payer le prix fort.

Ces derniers temps les rumeurs font écho d'une reprise imminente des hostilités. Cela est inadmissible, vu le nombre de victimes et de déplacés que ces montées de fièvres guerrières engendrent parmi les populations pauvres. Quelle que soit leur appartenance régionale ou ethnique, les masses pauvres et les classes laborieuses n'ont rien à tirer de cette guerre. Cette guerre n'est pas celle des travailleurs.

TROUPES IMPÉRIALISTES HORS DE COTE D'IVOIRE !

Le mandat des forces françaises en Côte d'Ivoire prend fin le 4 avril. Gbagbo maintient le suspense par son silence sur le renouvellement ou non de ce mandat. Les ténors de son parti le FPI, tels des Mamadou Koulibaly et autres multiplient les déclarations réclamant le départ de la force Licorne. Les groupes des "Patriotes" ont annoncé la tenue de meetings dans différentes villes (à l'exception d'Abidjan) à partir du

19 mars pour aller dans le même sens. Cependant ils précisent qu'ils n'ont rien contre la présence des militaires de l'ONUCI. Ils souhaitent le remplacement des forces françaises par d'autres forces soi-disant impartiales dirigées par une autre grande puissance telle que l'Angleterre ou les Etats-Unis.

Non, aucune puissance impérialiste n'est "neutre ou

impartiale". Les armées des grandes puissances ont servi à opprimer l'Afrique pendant que leurs capitalistes pillaient les ressources du continent durant des décennies de colonisation.

Le colonialisme est une ère révolue. Cependant, L'exploitation et le pillage continuent de nos jours. L'armée française doit quitter la Côte d'Ivoire. Son remplacement par une autre puissance

ex-coloniale serait une duperie. Ce serait sortir de la gueule du loup pour entrer dans celle d'hyène. Il n'y a qu'à voir leurs agissements dans d'autres conflits à travers le monde à commencer par l'Irak. L'ONU ne constitue qu'un paravent derrière lequel se cache l'impérialisme. Ceux qui réclament le patronage d'une grande puissance ou d'une autre ne peuvent pas être des amis des populations pauvres de Côte d'Ivoire.

CÔTE D'IVOIRE

ORDURE RECYCLABLE

Tapé Koulou, propriétaire du quotidien "Le National" (qui n'existe plus) a "mangé" dans tous les partis. Hier c'était avec le PDCI de Henri Konan Bédié. Il était la caisse de résonance de ce parti et chantre de l'"Ivoirité". Chaque jour son journal attaquait le président du RDR. Et lui-même disait "j'ai créé mon journal pour attaquer Alassane Ouattara".

Quand Bédié a été chassé du pouvoir, il a gagné rapidement le camp des "refondateurs" pour jouer le rôle qu'on lui connaît. Il répandait le venin de la haine, de la xénophobie et du tribalisme pour croquer à nouveau, cette fois avec les "frontistes". Le parti de Gbagbo n'a nullement été incommodé par les relents dégagés par l'individu.

Une fois la guerre éclatée, il est devenu parrain des "jeunes patriotes". A chaque meeting, il ne manquait aucune occasion pour faire des déclarations anti-françaises et tenir des propos xénophobes à l'encontre des ressortissants originaires des pays limitrophes. Mais il faut croire que les jeunes loups de ce mouvement ne lui ont pas cédé un fauteuil à la hauteur de ses ambitions car Tapé Koulou s'est entre-temps trouvé une vocation de "grand planteur" et a créé un

syndicat pour défendre les intérêts des planteurs.

Après avoir obtenu sa part du gâteau, il s'envole pour la France où il organise des conférences et prône le pardon entre les Ivoiriens. Mais ce n'est pas tout! N'étant plus admis dans les cercles des jeunes patriotes, il commence à faire la cour au RDR après avoir fait acte de repentance dans un journal. Il dit qu' "il regrette tout ce qu'il a dit sur Alassane". Et s'il l'a fait "c'était parce qu'il ne le connaissait pas bien".

Tapé Koulou regrette! Il veut se réconcilier avec Alassane, sans doute pour son argent. Qui aurait cru que le propriétaire du quotidien "Le National" ferait un jour la cour au président du RDR? Il avait même porté la calomnie très haut puisqu'il a accusé Alassane d'avoir eu des responsabilités personnelles dans la mort de ses parents (ceux de T. Koulou). Cette fripouille du verbe et de la plume est toujours prête à baver sur n'importe qui et avec n'importe quel argument pourvu que cela favorise son commanditaire du moment.

Tout cela porterait à sourire, mais le drame c'est que des milliers de gens vulnérables par leur origine

ethnique et par la modestie de leur condition sociale ont payé de leur peau les conséquences de la propagande xénophobe répandue par ce genre d'intellectuels, car il n'est malheureusement pas le seul.

Le feuilleton n'est peut-être pas arrivé à son terme. Demain Tapé Koulou, qui coule des jours heureux

en France, trouvera probablement un nouveau patron susceptible de faire appel à ses services.

Avec toutes les crapules "argentées" peu regardantes sur le passé et la moralité de leurs serviteurs, il serait étonnant qu'il reste longtemps chômeur!

CÔTE D'IVOIRE

LA XÉNOPHOBIE ET L'ETHNISME RENDENT FOUS !

Dans la région de Tabou, jusqu'aujourd'hui, il arrive encore que des villageois Kroumen empêchent les petits agriculteurs d'origine burkinabé de vendre leurs produits. Ils dressent des barrages, arrêtent les camions pour les inspecter et confisquent purement et simplement les produits agricoles appartenant à des burkinabé ou autres agriculteurs d'origine "étrangère". Après avoir volé leurs biens, ces Kroumen leurs disent: "*vous pouvez cultiver sur nos terres, pour vous-mêmes, pour vos besoins. Mais vous n'avez pas le droit de vendre. C'est réservé aux autochtones*". Mais comment ces paysans peuvent-ils acheter le sucre, l'huile, le pétrole, etc, s'ils ne peuvent pas vendre leurs produits ?

Avec ce genre de comportement, on ne trouve rien au marché de Tabou. De plus, tout est cher.

Depuis que les Kroumen ont chassé les burkinabé par milliers et volé leurs plantations, la région de Tabou est une région sinistrée. Avant, avec 500 francs CFA, tu ne pouvais même pas transporter le manioc que tu achetais tellement la quantité était grande. Aujourd'hui, même le simple manioc, tu n'en trouves pas! Au marché, la petite ménagère souffre, tellement les prix sont élevés.

Des plantations entières de café-cacao sont laissées à l'abandon. Celles qui ne le sont pas manquent cruellement de main-d'oeuvre. Les gens qui ont semé le poison de l'ethnisme et de la xénophobie sont tapis tranquillement à Paris, Abidjan et ailleurs. Ils se moquent bien des conséquences pour les populations pauvres qui subiront encore durant des années, les imbécillités qu'ils ont propagées.

BRUTES ET BÊTES A LA FOIS

A la suite du dégoût qu'ils ont suscité dans l'opinion publique par leur comportement assassin lors des contrôles routiers, nos galonnés voudraient nous faire croire qu'ils ont changé de comportement. Les hyènes se seraient métamorphosées en doux agneaux. Ils ont décidé de lancer une sorte d'appel au secours à la population. Ils voudraient que les gens leur viennent en aide pour combattre le fléau dont ils sont eux-mêmes responsables. Voici un extrait du texte que les forces de l'ordre font paraître dans les

journaux actuellement, pendant que la télé projette leurs spots publicitaires dans le cadre de la même campagne.

"Ivoiriens! Ivoiriennes! Mobilisons-nous contre: les tracasseries routières, le racket, les barrages pléthoriques et anarchiques".

Les mêmes journaux nous apprennent que le 12 mars, le cameraman de la RTI, Moussa N'D... et le preneur de son G. Vincent qui

réalisaient des reportages dans le cadre de cette campagne de charme, ont reçu des coups de matraques de la part des policiers avant d'être conduits au violon du 3^{ème} arrondissement d'Adjamé. Ces méthodes en disent long sur la sincérité de la campagne destinée à améliorer leur image.

Nos brutes cherchent à se faire

pardonner pour le mal qu'ils ont fait, mais c'est plus fort qu'eux. A la première occasion, ils se remettent aussitôt à cogner sur n'importe qui, y compris sur les personnes chargées de faire des émissions télé favorables à eux. On savait que l'intelligence n'était pas leur point fort, mais jusqu'à ce point-là ?

M A L I

LA HAUSSE DES PRIX VA RENDRE LA VIE PLUS DURE AUX TRAVAILLEURS ET AUX PAYSANS PAUVRES

Au Mali les prix des denrées de premières nécessités ne font que grimper. Ainsi le kg de riz à Bamako est passé de 232 F CFA (l'an dernier) à 269 (cette année) à la même période. Les plus fortes augmentations concernent le maïs : 109 F CFA soit une hausse de 65 % ; le sorgho : 102 F CFA, (55 %) et le mil : 97 F CFA (33%).

Les autorités maliennes, de peur d'être critiquées ou par peur que des mécontentements n'éclatent, se sont empressés de dire que si ces denrées augmentent, c'est à cause des criquets et de la faible pluviométrie. C'est un prétexte pour décliner leurs responsabilités.

Bien sûr, on ne peut rien contre le manque de pluie. Quant aux

criquets, ils ne connaissent pas de frontières. Mais les dirigeants peuvent s'organiser et prévoir. C'est ce qui n'a pas été fait. Au moment même où les criquets se posaient au Mali, ATT n'avait-il pas dit que jamais il n'y aura de famine dans le pays ? Mais peu de temps après cette déclaration, le gouvernement a été obligé de distribuer environ 20 000 tonnes de céréales pour aider des populations en proie à la famine à Mopti, Tombouctou et Gao, zones particulièrement touchées par le passage des criquets pèlerins.

Ces augmentations des prix, ce n'est rien pour nos gouvernants et leurs familles, ce n'est rien pour les riches. Mais les petites gens et les démunis peuvent en mourir.

GRÈVE DES CHEMINOTS

Les cheminots maliens de la ligne de chemin de fer Dakar-Bamako, le Transrail, ce sont mis en grève le 16 mars pour 48 heures. Aucun train ne circulait ce jour-là. La grève survient suite à l'échec des négociations entre la direction et le Syndicat des travailleurs du rail (Sytrail).

En fait les travailleurs réclament depuis le 25 juin 2004 l'égalité des salaires entre les cheminots maliens et sénégalais. En

effet les cheminots maliens font le même travail mais ils touchent moins que leurs collègues sénégalais. Ils réclament aussi le droit de bénéficier les mêmes avantages pour les primes d'ancienneté.

Les cheminots ont raison de manifester leurs mécontentements. La direction du Transrail, comme tous les patrons ne comprennent qu'un seul langage, celui de la lutte revendicative.

SÉNÉGAL**GRÈVE DES ENSEIGNANTS**

Depuis le début de cette année c'est la troisième fois que les enseignants se mettent en grève pour revendiquer entre autres des augmentations salariales. Ils demandent "un relèvement de 35% à 50% de l'indemnité de l'enseignement" aussi bien pour les vacataires que pour les titulaires. Le gouvernement a refusé ces revendications alors ils se sont mis en grève. Le 27 janvier ils avaient fait une grève de 24 heures. Ils ont de nouveau arrêté de travailler pendant 48 heures (les 8 et 9 février). Le gouvernement a fait semblant de faire un pas en leur direction en leur disant qu'il allait négocier avec eux. Mais il n'y a rien eu de concret. Alors les enseignants se sont de nouveau mis en grève, cette fois de 72 heures, du 15 au 17 mars.

Le gouvernement compte sur

l'essoufflement de la lutte des enseignants, et mise sur le ras-le-bol des parents d'élèves qui craignent une année scolaire perturbée pour leurs enfants. En effet, si les centrales syndicales des enseignants qui sont à l'initiative de ce mouvement de grèves ne cherchent pas à étendre ce mouvement vers d'autres secteurs de la fonction publique, le gouvernement ne se pressera pas pour lâcher des augmentations de salaires. Le blocage des salaires, la baisse du niveau de vie, ne concernent pas que les enseignants mais tous les salariés de la fonction publique et aussi du privé. Si les centrales syndicales étaient vraiment soucieuses des intérêts des petits salariés de l'Etat, elles chercheraient à unifier les revendications, élargir la lutte afin de contraindre le gouvernement à lâcher les augmentations si vitales en ces temps de vie chère.

**LA PEINE DE MORT EST ABOLIE
SUR LE PAPIER MAIS LA MISÈRE CONTINUE DE TUER**

Abdoulaye Wade a décidé d'abolir la peine de mort au Sénégal. Du coup, ses partisans n'ont pas manqué l'occasion de cette annonce pour montrer leur président comme celui qui ouvre la voie aux idées nouvelles en Afrique. Mais Abdoulaye Wade est surtout le champion du blabla et des promesses non tenues. De plus que signifie l'abolition de la peine capitale dans un pays où ce qui se passe au commissariat ou dans les prisons est presque considéré comme secret d'Etat? Bien de personnes y meurent sans que l'on sache la vérité sur la cause exacte. Mais tant mieux tout de même si cette peine barbare qui existe encore dans de nombreux pays,

et pas seulement en Afrique mais aussi dans des pays qui prétendent donner des leçons de "civilisation" comme celui de George Bush, soit abolie ne serait-ce que sur le papier au Sénégal. Cette opération aura peut-être pour effet de redorer l'image de Wade dans les médias occidentaux. Mais cela ne rendra pas le visage de son régime plus humain. Car lorsqu'il s'agit de s'occuper réellement des problèmes quotidiens des travailleurs et des petits paysans c'est le mépris total qui est de mise. Et sur ce terrain-là la politique de Wade est une condamnation à mort pour de nombreuses familles parmi les plus démunies au Sénégal.

T O G O**QUAND FAURE GNASSINGBE
PREND DES CONSEILS CHEZ GBAGBO**

Faure Gnassingbé, après avoir tenté un coup de force pour prendre le fauteuil présidentiel encore tout chaud à la suite du décès de son dictateur de père, a fait mine de reculer face à la désapprobation de ces paires de l'Union Africaine mais aussi face aux manifestations de mécontentements qu'il a suscités à Lomé. Officiellement donc il n'est pas encore président du Togo. Il y a encore la formalité des élections à accomplir. Ce n'est qu'une simple question de détail qu'il compte régler haut la main comme son père lui a appris: bourrages d'urnes, fraudes en tous genres, intimidations... rien de sorcier pour lui. Et même si les autres chefs d'Etat africains ont fait mine de lui reprocher son manque de respect pour la "légalité constitutionnelle", ils le considèrent déjà comme faisant partie du club. La preuve en est que lors de ses derniers déplacements dans les capitales

des pays africains il a été reçu comme un chef d'Etat. Il vient d'effectuer un périple à Dakar, Bamako et Abidjan. Wade, Toumani Touré et Gbagbo l'ont accueilli comme un des leurs. A la suite de la rencontre avec Gbagbo, il a déclaré à des journalistes que Gbagbo lui a prodigué des conseils pour que les prochaines élections au Togo se déroulent dans de bonnes conditions. Gbagbo lui aurait donné également des conseils pour entretenir au Togo un climat de paix et de sérénité. C'est en tout cas ce qu'on peut lire dans les pages du journal "Notre Voie" du parti de Gbagbo.

Il est sûr que Gbagbo pourra lui donner quelques tuyaux en matière de xénophobie et de tribalisme, sur l'art et la manière d'écarter ses opposants, voire de les éliminer. Mais il faut croire que dans ces domaines-là Faure Gnassingbé est déjà assez instruit; il a de qui tenir.

**KOFI YAMGNANE CANDIDAT
A LA DICTATURE**

L'ancien secrétaire d'Etat à l'Intégration sous Mitterrand a trouvé un moyen de faire parler de lui. Kofi Yamgnane a posé sa candidature pour l'élection présidentielle au Togo.

En effet suite au décès du dictateur Eyadéma, il y aura lieu, dans quelques semaines, l'élection présidentielle au Togo. C'est la course pour prendre la place du grand Vizir. Les candidats ne manquent pas. Il y a surtout le fils de l'ancien dictateur, Faure Gnassingbé, qui a tenté de garder la

place que lui a laissé son père. Il y a aussi le candidat de l'opposition réunie, Emmanuel Akitani Bob. Dans cette affaire Kofi Yamgnane sent des ailes lui pousser. Il dit avoir vu rouge " quand les généraux ont confié le pouvoir au fils de Eyadéma...". Lui qui n' a jamais dénoncé le régime de l'ancien dictateur voilà que maintenant il veut jouer un rôle de démocrate au Togo. Apparemment personne l'a pris au sérieux. D'ailleurs lui non plus n'y croit pas tellement, tout au moins pour cette fois-ci.

IMMIGRATION

MORT SUSPECTE D'UN TRAVAILLEUR MALIEN APRES UN CONTRÔLE DE POLICE

Tandia Abou Bakary, jeune
travailleur malien arrêté le 5
décembre dernier lors d'un contrôle



Tandia Abou Bakary

de police près du foyer où il habitait, 111-113, rue des Fauvelles à Courbevoie a été conduit au commissariat de cette ville pour y être interrogé. Le 6 décembre, il est tombé dans le coma. Mais c'est seulement le 9 décembre que la police téléphone à son frère pour lui dire qu'il est "malade". Il est transporté à l'hôpital Louis Mourier à Colombes, au service "réanimation". C'est là où Tandia a rendu l'âme, sans prononcer une seule parole.

A la première visite à l'hôpital, les parents n'ont pas pu le voir: la police leur a interdit l'accès car le malade serait "sous mandat d'arrêt". Quand ils lui ont rendu visite après sa mort, ils ont constaté que son corps était enflé: pour une personne qui pesait environ 50 kg, on lui en donnerait 200; ils ont remarqué que sa main droite était tordue; qu'il présentait des

traces semblables à des brûlures sur le corps.

De quoi Tandia Abou Bakary est-il mort? La police, dans un premier temps, leur a dit qu'il s'est cogné la tête contre le mur. Dans un second temps, elle dit que Tandia a voulu s'évader du troisième étage. Ce double langage montre que la police cache la vérité. La victime a-t-elle reçu des coups lors de sa détention, entraînant son coma puis son décès? Une plainte contre x a été déposée par les parents. Mais c'est la police des police qui mène l'enquête. Celle-ci risque d'être enterrée ou de traîner.

Ce n'est pas la première fois qu'une telle bavure a lieu dans un commissariat. Souvent les policiers sont encouragés par leurs supérieurs pour maltraiter les sans-papiers. Ils s'adonnent en toute impunité à des vexations, des contrôles musclés et au faciès juste à proximité des foyers des travailleurs immigrés. Parfois cela se termine par mort d'homme. Mais les parents et les proches de Tandia ne veulent pas en rester là. Ils veulent savoir la vérité. Pourquoi la police refuse de leur remettre les habits du défunt? Pourquoi leur l'avocat n'a pas encore le rapport du commissariat? Pourquoi l'Institut Médico Légal tarde à remettre au Consul du Mali le rapport de l'autopsie? Si c'était un Français qui était décédé au Mali, l'Ambassade de France aurait déjà eu en mains tous les dossiers. Or, plus de trois mois après la mort de Tandia, le Consul du Mali n'a toujours rien reçu, ni le rapport du commissariat de Courbevoie ni le rapport de l'autopsie.

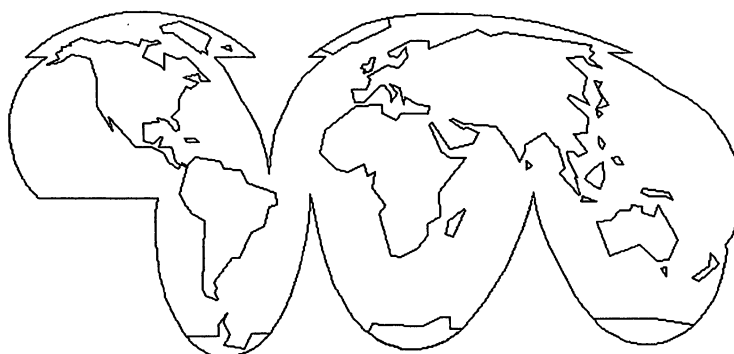
C'est pour connaître la vérité sur cette mort plus que suspecte, qu'un comité de soutien est créé,

composé de plusieurs organisations
françaises et africaines. Les
membres ont décidé de se mobiliser
pour qu'on n'enterre pas l'affaire.
Une manifestation est en cours de

préparation. Au moment où nous
écrivons, la date définitive n'est
pas encore fixée.

Bien entendu nous soutenons
cette initiative.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.